



Strasbourg, le 21 mars 2019

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°361-2019 du 21 mars 2019

Séance du : 21 mars 2019  
Sous la présidence de : Alain Fontanel - Président

Ont assisté à la séance : 14 membres  
Absents excusés : 14 absents excusés dont 4 pouvoirs  
Absent non excusé : /

**Présents :**

Azzedine BOUFRIOUA, Alain FONTANEL, Cora FRANÇOIS, Bernard GOY, Brice JEANNIN, Ange-Frédéric KOFFI, Oh Eun LEE, Amy LIN, Clémence MILLET, Ada REICHHART, Éric SCHULTZ, Gérard STARCK, Benoît TOCK, Jean VERNE.

**Pouvoirs :**

Jean-Luc BREDEL donne pouvoir à Azzedine BOUFRIOUA  
Sophie KOHLER donne pouvoir à Benoît TOCK  
Michel SAMUEL-WEIS donne pouvoir à Alain FONTANEL  
Catherine TRAUTMANN donne pouvoir à Ada REICHHART

**Absents excusés :**

Rosalie BEHRA, Jean-Luc BREDEL, Camille GANGLOFF, Fabienne KELLER, Sophie KOHLER, Pascal MANGIN, Sara MARGUIER, Nicolas MATT, Henri METZGER, Annick NEFF, Gilles OLTZ, Michel SAMUEL-WEIS, Darek SZUSTER, Catherine TRAUTMANN.

**3<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : Modification de l'état des emplois permanents de la HEAR**Délibéré

Le Conseil d'administration  
Après en avoir délibéré :

Vu l'avis favorable du Comité technique du 6 mars 2019 ;

- décide la transformation de l'organigramme du service communication et développement ;
- décide la transformation des emplois susmentionnés et la suppression des emplois qui en résulte ;
- décide la suppression des emplois susmentionnés ;
- décide la création des emplois susmentionnés ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget de l'établissement.

REÇU EN PREFECTURE

le 02/04/2019

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-067-200028124-20190321-2019\_361-DE

Vote

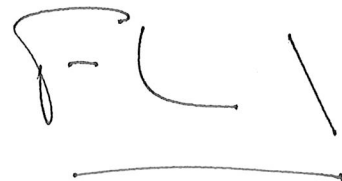
Votants : 18  
Pour : 18  
Contre : -  
Abstention : -

**Adopté**

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le ..... 1<sup>er</sup> avril ..... 2019  
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le ..... 1<sup>er</sup> avril ..... 2019 à 18 heures.

**Alain Fontanel**

Président



REÇU EN PREFECTURE

le 02/04/2019

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-067-200028124-20190321-2019\_361-DE



# Délibération du Conseil d'administration

## n°361 - 2019 du 21 mars 2019

**Objet : Modification de l'état des emplois permanents de la HEAR**

Exposé des motifs :

**1) Service communication et développement : transformation du poste de responsable adjoint du service communication en charge de l'économie créative en poste d'assistant de communication/community manager**

Après 18 mois de fonctionnement, l'organisation du service transversal « communication et développement » de la HEAR peut être stabilisée autour d'un chef de service en charge :

- de la conduite de la politique de communication de l'établissement
- de la coordination générale des partenariats économiques
- de l'encadrement d'une équipe composée d'une assistante de communication, d'une chargée de communication et d'un assistant de communication/Community manager (catégorie C à B) dont il convient de créer le poste au tableau des effectifs.

Cette création résulte de l'organisation provisoire mise en place durant l'absence prolongée de la responsable des relations entreprises.

Les missions de community management répondent à la montée en puissance des réseaux sociaux et à la nécessité d'animer et fédérer de manière optimale des communautés sur Internet pour le compte d'une société, d'une marque ou d'une institution.

En marge de cette mission générale, il s'agit pour la HEAR de mettre en valeur et de valoriser les multiples sites et applications numériques développées par les ateliers de l'école.

Innovante et créative, cette initiative bénéficie du soutien sur deux ans de la Région Grand Est (financement à hauteur de 50% du poste).

Il est proposé au Conseil d'administration de procéder à la modification de l'organigramme du service communication et développement, à la suppression du poste de responsable adjoint du service communication et développement et à la création du poste d'assistant de communication/community manager (calibré d'adjoint administratif à rédacteur et technicien).

**2) Création d'un poste d'assistant Finances /Ressources humaines**

En raison de l'autonomisation croissante de la HEAR en termes de gestion de ses ressources humaines et financières, un emploi d'assistant RH et finances (CAE à mi-temps puis CEC à temps plein) avait été créé par le Conseil d'administration en juin 2017.

Cette création de poste avait notamment permis d'accueillir et d'accompagner la montée en compétence d'une jeune personne éloignée de l'emploi du fait d'un handicap.

REÇU EN PREFECTURE

le 02/04/2019

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-067-2019028124-20190321-2019\_361-DE

Au regard du caractère permanent des besoins des services concernés et de la réussite de l'intégration de l'agent recruté, il est proposé au Conseil d'administration de créer un poste d'assistant Finances / Ressources humaines à temps plein (calibré d'adjoint administratif à adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe).

**3) Réorganisation des enseignements au sein de l'atelier Didactique visuelle : suppression du poste de Professeur de conception et gestion de projets numériques et augmentation du temps de travail de deux agents à temps non complet**

Le départ en retraite d'un Professeur d'enseignement artistique employé à temps non complet (8 heures/semaine) au sein de l'atelier Didactique visuelle fournit l'occasion de reconsidérer l'organisation des enseignements proposés par cette mention et de modifier en conséquence le temps de travail de deux enseignants de l'atelier actuellement à temps non complet.

C'est ainsi qu'il est proposé au Conseil d'administration de :

- supprimer le poste à temps non complet de Professeur de conception et gestion de projets numériques ;
- modifier le temps de travail du poste de professeur en charge des pratiques éditoriales (professeur de graphisme / didactique visuelle) (passage de 8 heures à 16 heures semaines) ;
- modifier le temps de travail du poste de professeur d'illustrations documentaires et didactiques (passage de 8 heures à 12 heures semaines).

**4) Recalibrage du poste de Directeur des études en arts plastiques, Directeur adjoint**

Depuis la création en 2012 du poste de « directeur des études en arts plastiques, directeur adjoint », l'établissement a été assimilé par délibération de 2015 à une commune de plus de 10 000 habitants.

Cette strate permet un calibrage du poste (actuellement calibré d'attaché à directeur) plus étendu, c'est-à-dire jusqu'au grade d'attaché hors classe.

Il est proposé au Conseil d'administration de modifier le calibrage du poste de la manière suivante : attaché à attaché hors classe et Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 2<sup>ème</sup> catégorie à Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 1<sup>ère</sup> catégorie.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration après en avoir délibéré :

Vu l'avis favorable du Comité technique du 6 mars 2019 ;

- décide la transformation de l'organigramme du service communication et développement ;
- décide la transformation des emplois susmentionnés et la suppression des emplois qui en résulte ;
- décide la suppression des emplois susmentionnés ;
- décide la création des emplois susmentionnés ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget de l'établissement.

**Annexe 1 à la délibération du Conseil d'administration du 21 mars 2019  
relative à la modification de l'état des emplois permanents de la HEAR suite à l'avis du Comité technique**

emploi transformé /créé /supprimé	Intitulé de l'emploi	Filière	Catégorie	cadres d'emplois	Callbrage : grade minimum de l'emploi	Callbrage : grade maximum de l'emploi	quotité de l'emploi	ETP de l'emploi	date à laquelle le poste est transformé / créé et à pourvoir	Motifs pour lesquels les postes peuvent être occupés par des agents non titulaires	Rémun. minimum	Rémun. maximum
Emploi à supprimer pour transformation	Responsable adjoint(e) du service communication et développement	Administrative	A	Attachés territoriaux	Attaché	Attaché principal	TC (100%)	1	01/04/2019	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 Loi n°84-53	IM 383	IM 793
Nouvel emploi créé suite à transformation	Assistant de communication / community manager	Administrative Technique	C-B	Adjoint administratifs Rédacteurs Techniciens	Adjoint administratif Technicien	Rédacteur Technicien	TC (100%)	1	01/04/2019	Art. 3-1 ; 3-2 ; Loi n°84-53	IM 326	IM 503
Nouvel emploi	Assistant finances / ressources humaines	Administrative	C	Adjoint administratifs	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 1 <sup>ère</sup> classe	TC (100%)	1	01/04/2019	Art. 3-1 ; 3-2 ; Loi n°84-53	IM 326	IM 466
Nouvel emploi	Professeur de conception et gestion de projets numériques	Culturelle	A	Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	Professeur de classe normale	Professeur hors classe	TNC (50%)	0.5	01/10/2019	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 Loi n°84-53	IM 392	IM 798

Emploi à supprimer pour transformation	Professeur graphisme / Didactique visuelle	Culturelle	A	Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	Professeur de classe normale	Professeur hors classe	TNC (50%)	0.5	01/10/2019	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 Loi n°84-53	IM 392	IM 798
Nouvel emploi créé suite à la transformation	Professeur graphisme / Didactique visuelle	Culturelle	A	Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	Professeur de classe normale	Professeur hors classe	TC (100%)	1	01/10/2019	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 Loi n°84-53	IM 392	IM 798
Emploi à supprimer pour transformation	Professeur d'illustration documentaire et didactique	Culturelle	A	Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	Professeur de classe normale	Professeur hors classe	TNC (50%)	0.5	01/10/2019	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 Loi n°84-53	IM 392	IM 798
Nouvel emploi créé suite à la transformation	Professeur d'illustration documentaire et didactique	Culturelle	A	Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	Professeur de classe normale	Professeur hors classe	TNC (75%)	0.75	01/10/2019	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 Loi n°84-53	IM 392	IM 798
Emploi à supprimer pour transformation	Directeur des études en arts plastiques, Directeur adjoint	Administrative Culturelle	A	Attachés territoriaux Directeurs d'établissements territoriaux d'enseignement artistique	Attaché Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 2ème catégorie	Directeur Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 1ère catégorie	TC (100%)	1	01/04/2019	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 Loi n°84-53	IM 388	IM 830
Nouvel emploi créé suite à la transformation	Directeur des études en arts plastiques, Directeur adjoint	Administrative Culturelle	A	Attachés territoriaux Directeurs d'établissements territoriaux d'enseignement artistique	Attaché Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 2ème catégorie	Attaché hors classe Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 1ère catégorie	TC (100%)	1	01/04/2019	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 Loi n°84-53	IM 388	IM HEA

Pour information : Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Article 3-1 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et pour répondre à des besoins temporaires, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé annuel, d'un congé de maladie, de grave ou de longue durée, d'un congé de maternité ou pour adoption, d'un congé parental ou d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelles, de sécurité civile ou sanitaire ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Les contrats établis sur le fondement du premier alinéa sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Article 3-2 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Il ne peut l'être que lorsque la communication requise à l'article 41 a été effectuée.

Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au deuxième alinéa du présent article, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Article 3-3 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et sous réserve de l'article 34 de la présente loi, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants :

1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;

2° Pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi ; [...]

Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

REÇU EN PREFECTURE

1e 02/04/2019

Application agréée E-legalite.com